Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 25 (2018)

Heft: 2: La Grève générale de 1918 : crises, conflits, controverses = Der Landesstreik 1918 : Krisen, Konflikte, Kontroversen

Artikel: Le mythe de l'ingérence bolchevique dans la Grève générale de novembre 1918 : histoire d'une construction franco-suisse

Autor: Caillat, Michel / Fayet, Jean-François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-787317

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le mythe de l'ingérence bolchevique dans la Grève générale de novembre 1918. Histoire d'une construction franco-suisse

Michel Caillat, Jean-François Fayet

> «Et, aux bolchevistes, notre peuple dit: ‹Halte-là! Vous ne toucherez pas à la Suisse!›»[1]

Comme le notait l'historien Marc Vuilleumier, «l'historiographie officielle, marquée par l'opinion publique bourgeoise,» a longtemps vu «dans la grève générale le fruit des intrigues bolcheviques, qui auraient réussi à gagner une fraction des socialistes suisses et à exploiter le mécontentement populaire dû aux difficultés économiques de la guerre pour opérer, au centre de l'Europe, un bouleversement révolutionnaire».[2] C'est, en effet, avant même qu'elle ne soit déclenchée, la thèse propagée dans la presse romande et dans celle de l'Entente. L'expulsion de la mission diplomatique soviétique dirigée par Jan Berzine a donné une légitimité gouvernementale à cette interprétation qui ne fut pas moins nourrie par les adversaires de l'Allemagne, en particulier l'ambassadeur de France Paul Dutasta, un proche de Georges Clemenceau nommé à Berne pour amener la Suisse à une position plus favorable à l'Entente, et son attaché militaire, le colonel Gaston Pageot. Pour la presse helvétique, ce n'est d'ailleurs pas Berzine, mais Karl Radek, un militant révolutionnaire polonais d'ascendance juive et proche compagnon de Lénine, qui, en cas de succès de la révolution, était appelé à devenir «le dictateur de la République soviétique helvétique».[3]
Toutefois l'enquête menée par le Ministère public de la Confédération n'a pas apporté de preuve de la participation de la mission au déclenchement de la Grève générale.[4] Et malgré l'ouverture des archives, aucune source soviétique n'est

1 [Théodore Aubert], «Halte-là!», *Journal de Genève* (*JdG*), 03.11.1918; Théodore Aubert, «Halte-là!», *Tribune de Genève & La Suisse*, 05.11.1918.

2 Marc Vuilleumier, «Le mouvement ouvrier en Suisse pendant et après la Première Guerre mondiale. Bilan historiographique», *Le Mouvement social*, n° 84, 1973, p. 98.

3 Serge Persky, «Le plan de terrorisme en Suisse – (Un nouveau document bolchevik)», *Gazette de Lausanne*, 23.04.1919, p. 1, «Radek, der Diktator der Schweiz», *Neue Berner Zeitung*, 02.12.1927, p. 3 et «Le dictateur de la Suisse», *Tribune de Lausanne*, 11.01.1933.

4 Pour l'enquête sur le bolchevisme en Suisse, *Documents Diplomatiques Suisses*, 7-I, n° 440.

venue confirmer la thèse d'un plan bolchevique pour fomenter la révolution en Suisse. Toutes les recherches effectuées depuis plus d'une vingtaine d'années dans les archives[5] s'accordent sur l'absence de projet de révolution communiste concernant la Suisse en 1918. Si un tel plan avait existé, la mission soviétique aurait été d'ailleurs bien en peine de le réaliser tant elle manquait, depuis leur retour en Russie, d'hommes expérimentés et était privée de matériel.[6] Quant aux sommes évoquées par la presse pour le financement de la révolution, elles devaient en réalité couvrir les dettes accumulées par la mission, puis par la Croix-Rouge soviétique dans le cadre de l'entretien des internés et autres réfugiés russes.[7] D'une façon plus générale, les travaux concluent aussi à la faible pénétration des idées bolcheviques en Suisse et à l'absence de tentation putschiste au sein du mouvement ouvrier.[8] Les bolcheviks avaient d'ailleurs une piètre estime de la gauche suisse et de Robert Grimm en particulier.[9]

Nous avons donc bien affaire à un mythe qui, bien qu'ayant à l'instar de tous les mythes quelques fondements (multiples mouvements sociaux et présence d'une mission soviétique), se construit sur la base de documents apocryphes, dans une démarche qui va bien au-delà de la distorsion des faits.[10] Ce mythe de l'ingérence bolchevique dans la crise sociale et politique que traverse la Confédération helvétique à la fin de la Grande Guerre est le produit d'une histoire complexe, se déroulant simultanément sur la scène internationale et

5 Antoine Fleury, Danièle Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie, Contacts et rupture, 1813-1955, Documents tirés des Archives du Ministère des affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales suisses*, Berne, 1994; Antoine Fleury, Danièle Tosato-Rigo, « À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (mai-novembre 1918): un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine », *traverse*, n° 3, 1995, pp. 29-43; Peter Collmer, « Zwischen Selbstdefinition und Internationaler Behauptung: Frühe bolschewistische Diplomatie am Beispiel der Sowjetmission in Bern », in Ludmila Thomas, Viktor Knoll (éd.), *Zwischen Tradition und Revolution: Determinanten und Strukturen sowjetischer Aussenpolitik 1917-1941*, Stuttgart, 2000, pp. 225-283; Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939): biographie politique*, Berne, 2004; Jean-François Fayet, *VOKS, Le laboratoire helvétique. Histoire de la diplomatie culturelle soviétique durant l'entre-deux-guerres*, Genève, 2013.

6 Antoine Fleury, Danièle Tosato-Rigo, « À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne... », aboutissent aux mêmes conclusions.

7 Jean-François Fayet, *VOKS...*, « Les millions de Bagotski », pp. 179-190.

8 Willi Gautschi, *Der Landesstreik*, Zürich, 1988 (3e édition complétée, 1re édition 1968), p. 171 et Marc Vuilleumier et al., *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, 1977.

9 Le conseiller de légation Sklovskij à Lénine, 13.08.1918, in Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie...*, doc. 112.

10 Conclusion partagée par Willi Gautschi, *Der Landesstreik...*, p. 230; Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution – The Soviet Mission to Switzerland 1918*, Notre Dame, University of Notre Dame, 1974; Dietrich Dreyer, *Schweizer Kreuz und Sowjetstern. Die Beziehungen zweier ungleicher Partner seit 1917*, Zürich, 1989, p. 52; Marianne Leemann, *Tatengräber der Demokratie. Kommunisten, Faschisten und Nationalsozialisten in der Deutschschweizer Presse von 1918-1923*, Zürich, 2003, pp. 149-151.

nationale. Il est tributaire à la fois de l'évolution des rapports de force entre les puissances combattantes et des transformations qui affectent la société suisse durant le conflit. Bien que mus par des impératifs particuliers et dépendants de logiques qui leur sont propres, les différents protagonistes étrangers et nationaux concourent en effet à l'élaboration d'un mythe qui va constituer la pierre angulaire de l'anticommunisme helvétique.

Comme tous les mythes, celui-ci s'inscrit dans un contexte de crise révélant les fragilités de la cohésion interne et de la situation internationale de la Suisse au sortir de cette première guerre totale. Loin d'être restée au-dessus de la mêlée selon le titre du célèbre article de Romain Rolland,[11] sa population s'est profondément divisée en fonction des régions linguistiques entre partisans de la France et de l'Allemagne.[12] Cette fracture s'est transformée en crise morale avec l'affaire dite des colonels,[13] puis en crise politique – nationale et internationale – en raison de la violation du droit de la neutralité par le conseiller fédéral Arthur Hoffmann. Avec la prolongation des combats et la dégradation attestée des conditions de vie des couches les plus modestes de la population, celle-ci se mue en crise sociale, débouchant en novembre 1918 sur une grève qui, pour n'avoir été générale surtout qu'en Suisse alémanique, ne constitue pas moins l'évènement le plus grave que le pays ait connu sur le plan intérieur durant le XXe siècle. La force du mythe de l'ingérence bolchevique découle de sa capacité à rendre intelligible le traumatisme qu'il a provoqué en interprétant les faits à partir d'une explication unique: «c'est la faute à Moscou».

De l'affaire Grimm-Hoffmann à la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie: «la main de l'Allemagne»

La première étape de son élaboration se déroule durant l'année 1917; elle témoigne, au-delà des espoirs et désillusions projetées par l'Entente sur les évènements russes, des critiques portées par la France à l'égard de la Suisse, s'agissant du non-respect de sa neutralité. La révolution qui abat l'autocratie tsariste au début de mars 1917 ainsi que l'entrée dans le conflit des États-Unis renforcent la cohérence idéologique de l'Entente, qui peut dès lors se présenter comme la championne de la cause de la démocratie aux prises avec

11 Romain Rolland, «Au-dessus de la mêlée», *JdG*, 22.09.1914, p. 5.

12 Hans Ulrich Jost, *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, III, Lausanne, 1983, p. 123.

13 En 1915, des membres du haut commandement suisse ont transmis aux attachés militaires allemands et austro-hongrois des dépêches diplomatiques décryptées. L'affaire, suivie d'une enquête en 1916, provoque une crise de confiance d'ampleur nationale.

l'impérialisme germanique.[14] Toutefois, l'Entente n'échappe ni aux mutineries sur le front ni aux grèves à l'intérieur et s'inquiète de la capacité de l'allié russe à poursuivre son engagement militaire.

C'est alors que, le 16 juin, le gouvernement provisoire de Petrograd rend public un télégramme expédié le 3 par le conseiller fédéral en charge du Département politique fédéral (DPF) Arthur Hoffmann à la légation de Petrograd, qui éclaire la nature de la mission entreprise alors dans la capitale russe par Robert Grimm, chef du secrétariat de la Commission socialiste internationale créée à la conférence de Zimmerwald, dont il a été le principal organisateur. Celui-ci séjourne en Russie à l'invitation de ministres mencheviques pour préparer le retour des réfugiés russes, mais le dirigeant socialiste bernois relaie aussi auprès de Hoffmann des informations relatives à une éventuelle cessation des hostilités entre la Russie du gouvernement provisoire et les Empires centraux.[15]

Cette révélation suscite une violente réaction des gouvernements de l'Entente, qui dénoncent aussi les facilités accordées par l'Allemagne aux révolutionnaires russes désireux de rentrer dans leur pays avec l'approbation des autorités helvétiques.[16] Malgré la démission immédiate de Hoffmann et son remplacement par le Genevois Gustave Ador, à qui son activité à la tête du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et sa francophilie valent leurs sympathies,[17] le soupçon de complicité avec le Reich demeure, en particulier du côté de la France, déjà irritée par la présence en Suisse de Romain Rolland et surtout d'Henri Guilbeaux, l'éditeur de la revue pacifiste *Demain* et de *La Nouvelle Internationale*, dont elle demande en vain l'expulsion.[18]

La commission des affaires extérieures du Sénat français se réunit le 23 juin 1917 pour évoquer cette affaire. Ses membres ont opportunément reçu à cette occasion «une série de documents» s'y rapportant et sur les «organisations qui dirigent, de Berne et de Zurich, la campagne défaitiste et anarchiste en

14 W. M. [William Martin], «Les Alliés et la révolution russe», *JdG*, 28.03.1917, p. 1 ; G. W. [Georges Wagnière], «Le sens de la guerre», *JdG*, 05.04.1917, p. 1.

15 Bien que Grimm ne soit pas un proche des bolcheviks, ces derniers, qui craignent que le gouvernement se serve de cette affaire pour calomnier tous les membres du mouvement de Zimmerwald, critiquent violemment sa démarche. Grimm doit démissionner de ses fonctions de secrétaire de la Commission socialiste internationale.

16 C'est Robert Grimm qui avait initié les entretiens avec Hoffmann, mais c'est Fritz Platten qui avait finalisé l'accord avec le représentant allemand à Berne. Jean-François Fayet, *Karl Radek…*, pp. 204-207.

17 Catherine Guanzini, «Grimm-Hoffmann, affaire» ; Bernard Degen, «Zimmerwald, mouvement de» ; François Walter, «Ador, Gustave», in *Dictionnaire historique de la Suisse* (DHS).

18 Guillaume Juin, «Romain Rolland dans le contexte suisse de la Grande Guerre», *Études de Lettres*, 2012, n° 3, pp. 75-104 ; Jean-Pierre Meylan, «Romain Rolland et Henri Guilbeaux – Un parcours commun – des itinéraires divergents (1914-1918)», *Cahiers de Brèves*, n° 20, décembre 2007, pp. 18-21.

Russie».[19] Celle-ci serait «conduite par la légation d'Allemagne et par le comte Tattenbach, l'un des organisateurs du congrès de Zimmerwald».[20] La légation aurait «des hommes à elle» dans le Parti socialiste suisse (PSS), notamment Willi Münzenberg, Karl Radek, Robert Grimm et Fritz Platten, le secrétaire du parti et un proche de Lénine. Ceux-ci serviraient «d'intermédiaires entre la légation d'Allemagne et les réfugiés russes que celle-ci désire envoyer dans leur pays» et organiseraient «les équipes de départ». Le conseiller fédéral Hoffmann, en liaison avec le gouvernement allemand, aurait «favorisé les manœuvres dirigées contre l'Entente» et aurait «été mêlé aux négociations qui ont préparé le départ de Lénine». Dès son arrivée à Petrograd, Grimm n'aurait eu d'autres préoccupations que «de provoquer la révolte dans l'armée et pousser la Russie à conclure une paix séparée».[21] Tous ces éléments, où le vrai le dispute au faux, sont juxtaposés de manière à dessiner les contours d'une véritable conspiration, ourdie par le Reich avec le concours d'un haut responsable du gouvernement helvétique et de dirigeants socialistes suisses et allemands dans le but d'affaiblir l'Entente.

Cette interprétation, que l'on retrouve dans l'ensemble de la presse de l'Entente, est défendue en Suisse par l'écrivain français d'origine russe Serge Persky,[22] qui sera l'un des architectes de la construction du complot germano-bolchevique, dont il esquisse les premiers traits dans la *Gazette de Lausanne* (*GdL*) du 22 juillet 1917. Il dispose à Petrograd d'un «correspondant bien informé» qui lui livre des informations de première main ou présentées comme telles. C'est dans cette chronique qu'apparaît pour la première fois l'expression «train plombé» pour désigner le convoi qui a transporté Lénine et ses compagnons à travers l'Allemagne en avril précédent. Les dépêches en provenance de l'agence Radio qui l'accompagnent font état des documents publiés par le gouvernement provisoire qui établiraient de manière certaine que Lénine et les principaux chefs bolcheviques sont des agents allemands.[23] À l'en croire, l'échec de l'offensive militaire russe en Galicie au début du mois et les manifestations de juillet sont les deux volets d'une même tentative germano-bolchevique visant à abattre la Russie et la révolution.

19 «L'affaire Grimm-Hoffmann à la commission des affaires étrangères», *Le Temps*, 24.06.1917, p. 2.

20 Le comte Franz von Tattenbach (1896-1974) est secrétaire de légation à Berne de novembre 1915 à décembre 1920 et le référent officiel pour le travail de propagande allemande dans la presse en Suisse. La conférence de Zimmerwald s'est tenue du 5 au 9 septembre 1915, soit deux mois avant que Tattenbach n'entre en fonction à Berne !

21 «L'affaire Grimm-Hoffmann à la commission des affaires étrangères», *Le Temps*, 24.06.1917, p. 2. L'article est repris mot pour mot le lendemain dans la presse francophile helvétique: «En Suisse – L'affaire Hoffmann», *Gazette de Lausanne* (*GdL*), 25.06.1917, p. 2.

22 Traducteur de Tolstoï et de Gorki, il est fait officier de la Légion d'honneur en avril 1914. «Nouvelles des cantons», *JdG*, 16.04.1914, p. 2. Depuis février 1917, il collabore régulièrement à la *Gazette de Lausanne*.

23 Serge Persky, «Lénine – L'agitateur russe (1)», *GdL*, 22.07.1917, p. 1. Ces documents révélés à la presse par le gouvernement provisoire proviennent du contre-espionnage français.

Et lorsque tombe en novembre la nouvelle de la prise du pouvoir par les bolcheviks, Persky voit une nouvelle fois dans l'évènement la main de l'Allemagne et le résultat de l'or qu'elle aura distribué à profusion à «la bande à Lénine». Le publiciste conclut sa présentation des nouveaux maîtres de l'heure, «le Triumvirat russe» formé selon lui par Lénine, Trotski et Alexandra Kollontaï, «"l'amie" de Lénine, le troisième membre de sa "famille"» de la manière suivante: «Deux traîtres et une femme hystérique, tels sont les maîtres momentanés d'une nation de 180 millions d'habitants.»[24] La signature de la paix de Brest-Litovsk, en mars 1918, ne fait que confirmer aux yeux de l'Entente la thèse de la «collusion germano-bolchevique»[25] à laquelle la Suisse ne serait pas totalement étrangère.

La Suisse, un foyer du bolchevisme?

L'arrivée le 17 mai 1918 à Berne, «via Berlin» comme le précise la *GdL*,[26] d'une délégation soviétique formée de dix-huit personnes ne constitue pas une surprise pour les autorités fédérales: le 10 avril, le Consulat suisse à Moscou avait été informé de la nomination d'un «représentant plénipotentiaire de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie auprès de la Confédération helvétique, le citoyen Jan Berzine».[27] La Suisse, en tant que telle, n'intéresse guère les Soviétiques, mais elle représente pour Moscou la perspective d'une «fenêtre avec vue sur l'Europe, spécialement vers les pays de l'Entente».[28] Espoir de contacts diplomatiques donc, mais aussi opportunité politique comme en témoigne la présence d'Angelica Balabanov, la secrétaire de la Commission socialiste internationale, l'organe exécutif du mouvement de Zimmerwald, qui le 17 octobre rejoint Berzine à Berne, officiellement pour participer au rapatriement des soldats dans le cadre de la commission instituée par la Croix-Rouge soviétique, officieusement pour établir un lien avec les militants des pays de l'Entente opposés à la guerre afin de mettre sur pied une conférence socialiste internationale.[29]

24 Serge Persky, «Le Triumvirat russe», *GdL*, 14.11.1917, p. 1.

25 Sophie Cœuré, Jean-François Fayet, «Les révolutions russes vues de l'Europe en guerre», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire contemporaine*, n° 135, septembre 2017, p. 54.

26 «Une mission d'indésirables à Berne», *GdL*, 22.05.1918, p. 2.

27 Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie...*, p. 260.

28 Déclaration de Karl Radek citée par le vice-consul de Suisse à Moscou, F. Suter, au DPF, 03.12.1918, *ibid.*, p. 326.

29 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918...*, pp. 362-363; Jean-François Fayet, «Les révolutionnaires russes et polonais installés en Suisse pendant la Première Guerre mondiale», in Christophe Vuilleumier (éd.), *La Suisse et la guerre de 1914-1918*, Genève, 2015, p. 397.

Certes, à la différence de l'Allemagne,[30] le Conseil fédéral refuse de reconnaître le gouvernement des Soviets et sa représentation diplomatique, mais en comparaison avec ce qui se passe en Suède[31] et surtout en Angleterre,[32] le statut accordé en Suisse à la mission Berzine apparaît comme très privilégié. À tel point qu'il suscite l'irritation des gouvernements de l'Entente, qui non seulement refusent de reconnaître le nouveau gouvernement et ses représentants, mais de plus maintiennent des relations officielles avec les ambassadeurs de l'ancien régime. «Mon impression générale», note Berzine dans une lettre prémonitoire écrite après son entrevue avec Felix Calonder, le président de la Confédération, «est que le Gouvernement suisse veut nous prendre au sérieux, est prêt à diverses concessions, et viendra au-devant de nous dans toutes les affaires d'ordre pratique. Mais il est dépendant d'influences les plus diverses, aussi bien externes qu'internes. C'est pourquoi nous devons être prêts à des surprises de toutes sortes.» L'hostilité est effectivement très manifeste du côté de l'Entente et de la presse helvétique francophone, qui «mène clairement campagne [...] pour que le gouvernement suisse n'ose pas nous reconnaître».[33]

Le plus critique à l'égard de la mission soviétique est Gaston Pageot, qui avait déjà attiré l'attention de ses supérieurs sur l'arrivée en février 1918 d'Eduard Holzmann, un émissaire du gouvernement soviétique dont on pensait à Berne qu'il était chargé de récupérer les locaux occupés en Suisse par la légation russe du gouvernement issu de la Révolution de Février.[34] Toutefois Holzmann n'avait nullement cherché à entrer en contact avec les autorités fédérales, qui le soumettent à une étroite surveillance.[35] Selon Pageot sa mission consistait à «se mettre en rapport avec tous les organismes révolutionnaires et internationalistes qui sont en Suisse partisans de la conclusion immédiate de la paix», d'examiner avec ceux-ci «les mesures les plus aptes à créer un mouvement insurrectionnel international et de réunir un fonds révolutionnaire international destiné à la préparation de ce mouvement». Holzmann aurait reçu de Petrograd une somme de 200000 francs

30 La mission d'Adolf Joffé à Berlin, qui procède de la paix de Brest-Litovsk, est la seule à être reconnue.

31 Vaclav Vorovski n'a aucun contact direct avec le ministre suédois des Affaires étrangères.

32 En Angleterre, le Foreign Office refuse de recevoir Maxime Litvinov dans ses bâtiments, préférant confier à l'un de ses fonctionnaires la mission de le rencontrer dans des lieux publics.

33 Jan Berzine au Commissariat du peuple aux affaires étrangères (NKID), 24 mai 1918, cité par Antoine Fleury, Danièle Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie...*, p. 262.

34 Après la Révolution de Février 1917, le Gouvernement provisoire, bientôt dirigé par Kerenski a envoyé à Berne une nouvelle légation russe dirigée par A. M. Onu; ce dernier est démis de ses fonctions par un décret du Gouvernement soviétique du 9 décembre 1917. Fayet, *VOKS. Le laboratoire...*, p. 42.

35 Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution...*, pp. 42-52; Peter Collmer, «Zwischen Selbstdefinition...», pp. 250-251.

dans ce but, dont 50000 réservés au seul Guilbeaux.[36] Pageot l'accusait en outre d'orchestrer l'agitation qui gagne les internés et déserteurs russes.[37]

Outre ses fonctions officielles de représentation, Pageot est l'homme clé du service de renseignement français en Suisse depuis 1913.[38] Grâce à une multitude de réseaux composés de professionnels,[39] mais aussi de recrues civiles, il collecte des informations provenant de Suisse et d'Allemagne qu'il achemine vers l'état-major des armées (2e et 5e bureaux)[40] et coordonne l'activité des agents de renseignement dont l'une des tâches prioritaires est désormais la lutte antibolchevique. Auteur d'une multitude de rapports sur les « activités bolcheviques en Suisse et dans les pays voisins », le colonel ne cesse de déplorer la tolérance des autorités suisses, qui le plus souvent démentent, après enquête, les accusations. En faisant circuler ses rapports parmi les cercles diplomatiques et militaires de l'Entente, il contribue néanmoins plus que quiconque à la construction du mythe du complot germano-bolchevique, puis à celui d'une Suisse centre de l'état-major révolutionnaire en Europe, popularisés par les écrits d'un Jean Maxe dans *Les Cahiers de l'anti-France*.[41]

En Suisse même l'attaché militaire français entretient des contacts privilégiés avec les spécialistes des questions militaires de la *GdL* et du *JdG,* auxquels il fournit une documentation,[42] dont certains éléments se retrouvent ensuite sous la plume de Persky et d'autres chroniqueurs de la presse romande.[43] « Nous ne nous promettons rien de bon dans notre pays de cette mission de bolcheviki », écrit ainsi la *GdL* le 22 mai 1918.[44] Le 8 juin, le même quotidien se fait l'écho d'une rumeur selon laquelle Lénine aurait « envoyé chez nous un nommé Lipnitsky spécialement chargé de fonder à Genève ou Lausanne un bureau de liaison pour les zimmerwaldiens avec les fonds nécessaires à cet effet », qui « aurait pour but de centraliser l'action zimmerwaldienne et révolutionnaire pour les pays alliés, particulièrement la France

36 Rapport du colonel Pageot, 20.02.1918, cité dans le mémoire d'Odoric Porcher, *Le service de renseignement helvétique entre 1914 et 1918 ; organisation, moyens, perception des menaces intérieures et extérieures*, Les Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, 2009, pp. 85-86.

37 *Ibid.*, pp. 90-91.

38 Il quitte son poste pour rejoindre le front occidental en août 1916 mais le retrouve à la fin de novembre 1917 jusqu'au début 1920. « Au Département militaire fédéral », *GdL*, 02.01.1920, p. 2.

39 Près de 300 selon une lettre de Clemenceau adressée au colonel Pageot en novembre 1918, Christophe Vuilleumier, « Le personnel militaire français détaché en Suisse (novembre 1918) », *Revue militaire suisse,* avril 2015, pp. 52-54.

40 Odoric Porcher, *Le service de renseignement helvétique…*, p. 20.

41 Jean Maxe, [pseud. de Jean Didier], *Les Cahiers de l'anti-France*, Paris, 1922-1924 ; Henri Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi,* Paris, 1933, p. 150.

42 Alexandre Elsig, *Les schrapnels du mensonge. La Suisse face à la propagande allemande de la Grande Guerre,* Lausanne, 2017, p. 185, parle de collusion.

43 Dans l'article de Persky intitulé « Le camarade Holzmann », *GdL*, 26.02.1918, p. 1, on retrouve nombre d'éléments qui figuraient dans le rapport de Pageot précédemment cité.

44 « Une mission d'indésirables à Berne », *GdL*, 22.05.1918, p. 2.

et l'Italie».[45] À quelle fin sont destinés «les millions» déposés «dans nos banques», s'interroge la *GdL*?[46] De l'été à l'automne 1918, Serge Persky livre tant à ce quotidien qu'au *JdG* des chroniques publiées en une, dans lesquelles les dirigeants bolcheviks sont accusés de gouverner avec l'or et les baïonnettes allemandes, se faisant les auxiliaires zélés de la mainmise du Reich sur la Russie. Il répand à foison des nouvelles souvent contraires à la vérité – l'abolition du mariage et la libre mise des femmes à disposition des citoyens, Lénine agent provocateur de la police tsariste, entre autres – en usant d'une rhétorique diffamatoire.[47]
Alors que la situation sociale en Suisse se dégrade sérieusement sous le double effet d'un ravitaillement rendu de plus en plus difficile et de la hausse des prix, chaque mouvement revendicatif, à l'instar de la grève des employés de banque zurichois fin septembre 1918, est désormais lu au prisme de l'influence bolchevique. «Il serait puéril de le dissimuler: nos bolcheviks ont senti, au cours de cette année, grandir leur influence. Disciples de Lénine, ils ont suivi ses enseignements. [...] Pour aujourd'hui, nous nous bornerons à constater que M. Platten, qui n'a de suisse que son brevet de naturalisation, a toute l'approbation de Lénine, dont il exécute à la lettre les instructions».[48] Trois semaines plus tard, Jean Martin, rédacteur en chef du *JdG*, renchérit: Lénine «n'a pas hésité à servir l'impérialisme prussien, et à se servir de lui pour monter sur le trône de la "dictature prolétarienne"»; maintenant, «il s'efforce de faire triompher le bolchevisme dans le monde entier».[49] Le rédacteur dit avoir «constaté, preuves en mains, qu'il s'efforçait d'entraîner dans le bolchevisme le parti socialiste suisse».[50]

L'ingérence en question

Le 29 octobre, la direction du PSS lance un appel à célébrer le premier anniversaire de la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie[51] qui suscite une véritable panique parmi les élites dirigeantes.[52] Aussitôt plusieurs démarches

45 «Nouvelle offensive zimmerwaldienne?», *GdL*, 08.06.1918, p. 4.
46 Ch. B. [Charles Burnier], «Les Bolchéviki en Suisse», *GdL*, 29.06.1918, p. 1.
47 Par exemple, Serge Persky, «La marée noire», *JdG*, 29.06.1918, pp. 1-2; «Les hauts dignitaires du bolchevisme – À la curée de la Russie», *GdL*, 10.08.1918, p. 1; «Le vrai Lénine» [en deux parties], *JdG*, 22 et 24.09.1918, p. 1; «Pour terroriser le monde» [en deux parties], *GdL*, 29.10 et 10.11.1918, p. 1; «La femme et l'enfant chez les bolcheviks», *GdL*, 02.04.1919.
48 J. M. [Jean Martin], «Les bolcheviks de Zurich», *JdG*, 03.10.1918, p. 1.
49 J. M. [Jean Martin], «Lénine contre Wilson», *JdG*, 25.10.1918, p. 1.
50 J. M. [Jean Martin], «Les bolcheviks et l'Allemagne», *JdG*, 26.10.1918, p. 1.
51 Le texte complet de cet appel, paru dans le *Volksrecht* du 31 octobre, se trouve dans Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918...*, pp. 155-157.
52 Voir à cet égard l'éditorial de la *Neue Zürcher Zeitung*, «Sozialisten und Bolschewiki», 07.11.1918, p. 1.

sont entreprises tant par des représentants de l'État que par des personnes privées. Le 2 novembre, Charles Rudolphe Paravicini, chef de la Division des affaires étrangères du DPF, demande l'expulsion d'Ivan Zalkind, responsable du bureau d'information de la mission Berzine, accusé d'agissements et de propagande révolutionnaires, ainsi que celle d'Angelica Balabanov[53]. Le même jour, Gonzague de Reynold, secrétaire de la Nouvelle Société helvétique (NSH), qui rassemble les principaux représentants des élites nationalistes suisses,[54] plaide dans une circulaire secrète « pour une politique préventive face au danger bolchevique ».[55] Ce texte est similaire au mémorandum adressé par le général en chef Ulrich Wille au Conseil fédéral deux jours plus tard, qui préconise une action immédiate afin d'empêcher le déclenchement dépeint comme imminent « d'un coup d'État ».[56] La veille, soit le 3 novembre, l'avocat d'affaires genevois Théodore Aubert, un des premiers adhérents à la NSH, membre du comité central du Club alpin suisse, a lancé un appel à toutes les sections locales pour les inciter à former un mouvement civique national destiné à faire échec au projet de grève générale du Comité d'Olten secondé par « la propagande révolutionnaire de la mission Berzine ».[57] Enfin, le 5, le juge d'instruction fédéral extraordinaire Otto Heusser remet un rapport au commandant de la place de Zurich faisant état d'une tentative insurrectionnelle planifiée pour les jours à venir, qui décide le Conseil d'État du canton à demander au Conseil fédéral l'envoi de contingents militaires. Le Comité d'Olten réplique le 7 en appelant à une grève générale de protestation de vingt-quatre heures pour le samedi 9.[58]

L'Entente, de son côté, ne cesse d'intensifier ses pressions sur la Suisse, qui ne peut plus compter sur le contrepoids représenté par les Empires centraux. « Je crains, écrivait Berzine début octobre, que les prochaines victoires des Alliés rejaillissent sur notre travail en Suisse. La Suisse, grosso modo, est très dépendante de l'Entente, surtout de l'Amérique. Toute une série de mesures de politique intérieure ont été prises ces derniers temps sous la pression de Wilson. Ils ne nous ont pas encore fait la peau, mais certains symptômes (en particulier les attaques des journaux français contre notre bureau d'information) sont

53 Jean-François Fayet, *VOKS*..., p. 40. Dès son arrivée en Suisse, la presse genevoise conservatrice a multiplié les articles l'accusant de venir munie de millions pour organiser une révolution. Par exemple : J. M. [Jean Martin], « Les bolcheviks et l'Allemagne », *JdG*, 26.10.1918, p. 1.

54 Alain Clavien, *Les Helvétistes – Intellectuels et politiques en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne, 1993.

55 Aram Mattioli, *Gonzague de Reynold – Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg, 1997, p. 85.

56 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*..., pp. 167-175.

57 Michel Caillat, *L'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert – Organisation interne, réseaux et action d'une internationale antimarxiste 1924-1950*, Lausanne, 2016, p. 56.

58 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*..., pp. 182-187, 198-199 et 203-204.

très révélateurs.»[59] Alors que la défaite militaire des Empires centraux semble inéluctable, la Russie soviétique, et d'une façon plus générale le communisme, a en effet remplacé aux yeux de l'Entente le militarisme allemand comme principale menace sur le continent européen.

Pour la diplomatie helvétique, les mouvements sociaux de l'automne 1918, associés aux rumeurs de complot bolchevique, tombent mal. Le 25 octobre, le chef du DPF Felix Calonder a en effet prié le ministre de Suisse à Washington, Hans Sulzer, de communiquer au président Wilson que la Confédération était disposée à accueillir la conférence qui organisera la paix, alors que Paris et Bruxelles sont sur les rangs. Le 28, Wilson avait télégraphié à son conseiller personnel Edward Mandell House, alors en Europe pour les négociations de l'armistice proche, qu'il préférerait que cette conférence se tienne en terrain neutre, à Lausanne, par exemple, de manière à réduire l'influence qu'y exerceront les alliés européens des États-Unis. Mais le 31 octobre, Pageot adresse un rapport à Paris dans lequel il évoque la tenue d'une réunion dans les montagnes bernoises entre Berzine, Balabanov et Platten. Les participants à cette hypothétique rencontre, que le fonctionnaire est seul à mentionner, auraient estimé que la révolution serait sur le point d'éclater en Allemagne, en Hongrie, en Italie et en Suisse – cette dernière ayant été choisie, à cause de sa position centrale, pour en accueillir l'état-major.[60] Le 1er novembre lors d'une séance des représentants des Affaires étrangères des puissances alliées au Quai d'Orsay à Paris, les Français et les Italiens multiplient les déclarations inquiétantes sur le développement d'un foyer bolchevique en Suisse susceptible de s'étendre aux pays limitrophes. À son retour de Paris, l'ambassadeur Dutasta intervient personnellement auprès de Calonder le 4, reprochant aux autorités helvétiques leur passivité face aux menées bolcheviques, menaçant même de fermer la frontière au cas où Berne ne prendrait pas les mesures qui s'imposent. Dutasta revient à la charge le 7. L'ambassadeur britannique ne participe pas directement à ces rencontres, mais il approuve la position française.[61] Le gouvernement italien, prévenu par son représentant à Berne, le baron Russo, s'adresse directement au ministre de Suisse à Rome, Georges Wagnière, laissant entendre que les gouvernements de l'Entente seraient prêts à intervenir militairement en Suisse pour empêcher que s'y développe un foyer révolutionnaire.[62] Les mêmes pressions arrivent des États-Unis où l'ambassadeur de France a pris soin de relayer les

59 J. A. Berzine à NKID, 02.10.1918, Jean-François Fayet, *VOKS...*, p. 306.

60 Hans B. Kunz, «La Suisse, le bolchévisme et le système de Versailles: Foyer de la révolution mondiale ou siège de la Société des Nations?», *Revue suisse d'histoire*, n° 32, 1982, p. 154.

61 Le contre-espionnage anglais publie le 2 novembre un mémorandum sur la Suisse comme centre bolchevique, Alexandre Elsig *Les schrapnels du mensonge...*, p. 365.

62 Alfred Erich Senn, *Diplomacy and Revolution...*, pp. 26, 156-158, 165; Hans B. Kunz, «La Suisse, le bolchévisme et le système de Versailles...», pp. 154-155; Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918...*, pp. 331-340.

rapports de Pageot. L'ambassadeur américain à Berne, Alexander Stovall, s'est entretenu en ce sens avec Calonder.[63]

Aussi, le 7 au soir, le Conseil fédéral décide-t-il l'expulsion de la mission Berzine et la levée de troupes supplémentaires pour prévenir la réaction probable que cette mesure allait susciter. Le même jour, le président Wilson, instruit par son représentant à Berne que des troubles graves menaçaient d'éclater en Suisse et que Lénine avait choisi ce pays comme point de départ de la révolution mondiale, télégraphie à House pour lui signifier que Versailles paraissait dans ces conditions être un lieu plus approprié pour la conférence de la paix.[64] Dans un communiqué publié le 8 novembre, le Conseil fédéral déclare qu'il cesse tout rapport avec la légation de Moscou et l'invite à quitter le pays, au motif que « la propagande révolutionnaire [...] en Suisse [...] se fait avec l'assentiment et l'appui de la mission des Soviets à Berne ».[65] Bien qu'il ne détienne pas la preuve de cette assertion et que sa décision ait été prise sous la pression des adversaires de l'Allemagne, le Conseil fédéral fait coup double : il satisfait aux injonctions de l'Entente tout en donnant l'apparence d'agir en toute autonomie et conforte l'opinion des milieux bourgeois, dont il reprend intégralement l'argumentation. Proclamée le 10 au soir, soit près de trois jours après l'annonce du Conseil fédéral, la grève succède donc à cette mesure, à laquelle elle sert opportunément de prétexte, et son déclenchement ne doit rien à la présence des représentants bolcheviques à Berne.[66]

Si le recours à la grève générale par le mouvement ouvrier helvétique ne procède pas d'une immixtion du pouvoir soviétique dans les affaires intérieures de la Suisse, la décision d'expulser les représentants bolcheviques de son territoire par les autorités de ce pays a bien été le résultat des pressions exercées sur ces dernières par les puissances alliées. Elle participe d'un plan général de boycott diplomatique de la République soviétique et de soutien aux forces blanches dans la guerre civile par les pays de l'Entente.

63 Sur le regard porté par les États-Unis sur les évènements suisses, voir : Heinz K. Meier, *Friendship under Stress. U.S.-Swiss Relations 1900-1950,* Bern, 1970, p. 107 ; Florian Weber, *Die amerikanische Verheissung. Schweizer Aussenpolitik im Wirtschaftskrieg 1917/1918,* Zürich, 2016, pp. 169-171.

64 Selon l'ambassadeur Stovall, la Suisse avait été le premier pays à être menacé par le bolchevisme, mais aussi la première nation à le mater. Rassuré, le président Wilson soutiendra ultérieurement le choix de Genève comme siège de la SdN : Hans K. Meier, *Friendship under Stress...*, pp. 107-108 ; Hans B. Kunz, « La Suisse, le bolchévisme et le système de Versailles... », pp. 155-156. Victor Monnier, *William E. Rappard. Défense des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale,* Genève, 1995, p. 165.

65 [Communiqué du Conseil fédéral du 8 novembre 1918], « Le Conseil fédéral invite la mission maximaliste de Berne à quitter la Suisse », *GdL*, 09.11.1918, p. 1.

66 Antoine Fleury, Danièle Tosato-Rigo, « À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne... », p. 29.

Conclusion: cristallisation du mythe et pérennisation de ses usages

Dès le lendemain de la Grève générale, les contributions de Serge Persky sont saluées comme «prophétiques» par le directeur de la *GdL*, Charles Burnier, un zélateur de la thèse du complot germano-bolchevique,[67] et seront publiées en février 1919 sous la forme d'un livre.[68] Persky continue d'ailleurs à alimenter la presse de documents apocryphes à l'instar d'une série d'instructions de caractère insurrectionnel – grèves, attentats, coup d'État – qui aurait été envoyée début novembre aux représentants et agents de la République des Soviets à l'étranger.[69] En avril, alors que le procès devant la justice militaire a condamné les principaux responsables de la Grève générale, parmi lesquels Grimm et Platten, à six mois de prison pour incitation à l'émeute mais sans retenir la thèse du complot,[70] Persky publie un nouveau document, intitulé «Projet d'instructions générales après la révolution en Suisse».[71] Daté de la fin d'octobre 1918, il aurait été destiné à Adolf Joffé à Berlin, à charge pour lui de le transmettre à la légation soviétique à Berne afin que celle-ci le soumette aux chefs socialistes. Durant le trajet, il aurait été photographié par le correspondant de Persky à Petrograd, qui le lui aurait fait parvenir à la fin de 1918 par des voies que celui-ci ne révèle pas. En tant qu'étranger, Persky aurait attendu pour le rendre public l'achèvement du procès intenté aux dirigeants de la grève dans le souci de ne pas influencer le verdict! Durant les débats, il n'aurait pu prouver que Berzine «le reçut peu de jours avant son expulsion» et que les chefs socialistes helvétiques «n'entreprenaient rien sans consulter Berzine et consorts»; ou encore que c'est à Moscou qu'a été «décidée en principe la grève en Suisse» dont «les grandes lignes» avaient été arrêtées en septembre déjà «entre les représentants de Lénine et leurs amis suisses», un fait donné pour «avéré». Quant au texte même de ces «instructions générales», il donne du projet politique bolchevique l'image caricaturale à laquelle son ou ses rédacteurs veulent le réduire: la conquête violente du pouvoir par une bande organisée de bandits et d'assassins au nom des masses ouvrières qu'ils trompent. L'évocation de la participation de Radek au gouvernement

67 Ch. Burnier, «La grande tristesse», *GdL*, 15.11.1918.

68 Serge Persky, *De Nicolas II à Lénine*, Lausanne, Payot, 1919; Ch. B., «De Nicolas II à Lénine», *GdL*, 14.02.1919, p. 1.

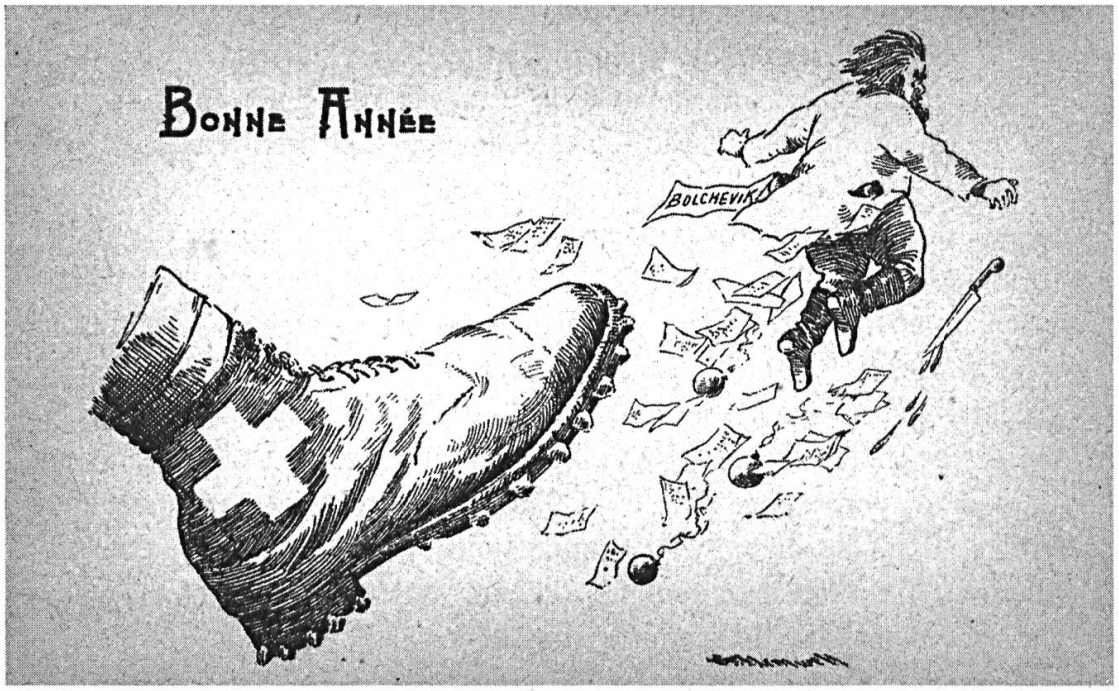
69 Serge Persky, «Un document bolchevik», *GdL*, 19.03.1919, p. 1. Dans «Un document bolchevik (réponse à un ouvrier suisse)», *GdL*, 01.04.1919, il prétend en outre en avoir reçu confirmation par deux sources complémentaires. En dépit de l'ouverture des archives, aucune des multiples versions de ce document diffusé à tous les agents soviétiques de l'étranger n'a pu être identifiée!

70 Willi Gautschi, *Landesstreik 1918...*, pp. 354-355.

71 Serge Persky, «Le plan de terrorisme en Suisse – (Un nouveau document bolchevik)», *GdL*, 23.04.1919, p. 1.

qu'auraient formé les révolutionnaires suisses après leur putsch correspond de plus aux fantasmes projetés sur un personnage cosmopolite et polyglotte, à la réputation de voleur, qui par ses provocations et le don d'ubiquité qu'on lui prête est la parfaite incarnation de la figure de l'ennemi.[72]

La publication de ce texte tombe à pic, trois semaines seulement après que le médecin argovien Eugen Bircher et Théodore Aubert ont réussi à fédérer les gardes civiques en une Fédération patriotique suisse.[73] Son contenu, qui n'évoque plus le versant germanique du complot pour ne laisser en évidence que le seul commanditaire soviétique, correspond mieux à la volonté de dépassement du fossé linguistique et de réunification des élites autour d'un discours orienté contre le mouvement ouvrier et les influences étrangères incarnées par le bolchevisme. La critique de la Grève générale comme relevant d'une forme d'action politique fondamentalement « non suisse »[74] se nourrit du discours xénophobe de l'époque afin d'en discréditer les revendications.



Carte postale, Édition Art. Perrochet-Matile, Lausanne, [1918]. Collection Ulrich Gribi.

72 Serge Persky, « Le plan de terrorisme en Suisse… ». Radek avait pris soin d'envoyer un démenti de sa prison allemande au *Volksrecht*, qui paraît sous le titre « Erklärung des Genossen Radek gegen den Schwindler Sergius Perski » le 8 mai 1919, dans lequel il rappelle qu'au moment où le document incriminé aurait été rédigé, soit octobre 1918, la révolution allemande n'avait pas encore éclaté et qu'il ne pouvait envisager de venir alors en Suisse.

73 Michel Caillat, *L'Entente internationale anticommuniste…*, p. 66.

74 Sur la dimension xénophobe du discours sur la Grève générale (son inspiration et ses protagonistes) nous renvoyons à l'article de Silvia Arlettaz, « La grève générale et l'immigration de guerre » dans le présent volume.

Longtemps cantonné à la seule presse romande, le mythe – instillé par les services de renseignement français – de l'ingérence bolchevique, qui avait obtenu une forme de reconnaissance officielle avec l'expulsion de la mission Berzine, gagne alors la Suisse alémanique. La *Neue Zürcher Zeitung* publie le texte le surlendemain sans autres commentaires, mais en insistant sur le fait que Persky avait «déjà apporté d'intéressantes informations sur les agissements bolcheviques en Suisse» et fait d'utiles révélations (*Enthüllungen*) sur les membres de la mission Berzine. L'article intitulé «Instructions russes pour une République soviétique helvétique» est précédé d'un éditorial consacré à la naissance de l'Internationale communiste («Sur la voie de l'anarcho-communisme») et immédiatement suivi du projet de programme – authentique quant à lui – de cette dernière, entretenant une adroite confusion entre les deux évènements malgré un décalage temporel de plusieurs mois.[75] Le lien avec la fondation de l'Internationale communiste et la révolution hongroise des conseils sert une nouvelle fois d'argument dans la réponse que le grand journal zurichois fait aux multiples critiques et démentis opposés par la presse socialiste (*Basler Vorwärts, Neue Freie Zeitung, Volksrecht, Zentralschweizerischer Demokrat*) aux «révélations de Persky»[76]. Le *Bund* est sur la même ligne, inscrivant de façon anachronique ce document «strictement confidentiel» qui «devait conduire à la réalisation de la dictature du prolétariat en Suisse» dans le contexte du printemps 1919.[77] D'autres, à l'instar de l'organe catholique lucernois *Das Vaterland* et du *Grütlianer*,[78] vont plus loin, en insistant sur son authenticité. Mais même les plus réticents à parler d'ingérence directe des Soviétiques soulignent l'influence néfaste des idées bolcheviques et d'une façon plus générale de l'exemple de la révolution russe sur les socialistes suisses.

En dépit de son caractère apocryphe, le document de Persky réapparaîtra en 1926, lors de la campagne engagée avec succès par les milieux conservateurs contre l'élection de Grimm à la tête du Conseil national,[79] parmi d'autres faux produits au sein de l'émigration russe dans une publication non signée.[80] Il figure

75 *Neue Zürcher Zeitung*, 25.04.1919, p. 1.

76 «Perskys Enthüllungen», *Neue Zürcher Zeitung*, 29.04.1919, p. 1.

77 «Wie man in der Schweiz die Diktatur des Proletariates zu verwirklichen hoffte», *Der Bund*, 24.04.1919, p. 3.

78 «Instruktionen Lenin Nr 2 und 3», *Grütlianer*, 25.04.1919, p. 1.

79 Andreas Thürer, «Die Anti-Grimm-Kampagne von 1926», in Bernard Degen, Hans Schäppi, Adrian Zimmermann (éd.), *Robert Grimm, Marxist, Kämpfer, Politiker*, Zürich, 2012, pp. 121-135; Michel Caillat, *L'Entente internationale anticommuniste...*, pp. 317-319.

80 [Paul de Vallière, écrivain vaudois, collaborateur de la *Revue militaire suisse* et de la *Tribune de Lausanne*], *Les troubles révolutionnaires en Suisse de 1916 à 1919 par un témoin*, Lausanne, 1926, pp. 38-39. Cette publication a été rééditée en 2004 par les Éditions à la Carte.

encore en 1970 dans un recueil de textes d'histoire suisse, sans que la question de son authenticité ne soit même évoquée.[81] Et malgré l'ouvrage de Gautschi, la même thèse, mais appuyée par l'un des rapports du colonel Pageot, se diffuse en 1969 par le livre très médiatisé du lieutenant-colonel Henry Wüst.[82]

Grâce à la permanence structurelle de sa rhétorique conspirative, le mythe de l'ingérence bolchevique dans la Grève générale aura ainsi revêtu une triple fonction d'exutoire à la crise – c'est la fonction explicative qui permet de délégitimer la grève tout en en éludant les véritables causes –, de réunification des différences composantes linguistiques et culturelles du pays, et de mobilisation dans la perspective des combats à mener.[83] Réactivé en de multiples occasions – répression de la manifestation socialiste organisée à Genève le 9 novembre 1932,[84] campagne contre l'adhésion de l'Union soviétique à la Société des Nations en 1934,[85] etc. – il constituera pendant plusieurs décennies la justification de la politique officielle helvétique, tant sur le plan extérieur (non-reconnaissance diplomatique de l'Union soviétique) qu'intérieur (mesures de surveillance puis d'interdiction visant les organisations communistes ou supposées telles).

81 Michel Salamin, *Documents d'histoire suisse, 1848-1968,* Sierre, Recueils de textes d'histoire suisse, 1970, pp. 80-82. Comme l'écrit l'éditeur, ce « document aurait été remis aux représentants de Lénine en Suisse », mais le Comité d'Olten ignorait tout – et pour cause – de son existence.

82 Marc Vuilleumier, « La grève générale de 1918 », *Histoire et combats, Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960,* Lausanne/Genève, 2012, p. 496 (1re éd. 1977). Pour d'autres exemples d'ouvrages reprenant la thèse du complot révolutionnaire, voir : Constant Frey, *La grève générale de 1918. Légendes et réalité,* Genève, 1968.

83 Laurent Andrey, « La commémoration des "sombres journées de novembre 1918" à Fribourg : un instrument de propagande anticommuniste », in Jean-François Fayet et al. (éd.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse – Geschichte(n) des Antikommunimus in der Schweiz*, Zurich, 2009.

84 Michel Caillat, Jean-François Fayet, « 9 novembre 1932 : la cristallisation du mythe du complot communiste », in Charles Heimberg, Stefanie Prezioso, Marianne Enckell (éd.), *Mourir en manifestant. Répressions en démocratie,* Lausanne, 2008, pp. 61-85.

85 Voir *Protestation contre la candidature de l'URSS*, brochure de l'EIA, Genève, 1934 ; Jean Martin, « Les loups dans la bergerie », *JdG*, 27.03.1934, p. 1.

Zusammenfassung

Der Mythos der bolschewistischen Einmischung in den Landesstreik im November 1918. Die Geschichte einer französisch-schweizerischen Legendenbildung

Lange Zeit wurde der Landesstreik vom November 1918 in der Schweiz als Ergebnis bolschewistischer Intrigen dargestellt. Ihnen sei es gelungen, einen Teil der schweizerischen Sozialdemokratie für sich zu gewinnen und die Unzufriedenheit der Bevölkerung über die kriegsbedingten wirtschaftlichen Schwierigkeiten auszunutzen, um einen revolutionären Umsturz in Gang zu setzen. Die Ausweisung der Mission Berzin gab dieser in der Presse und später in populärhistorischen Werken weit verbreiteten Interpretation eine regierungsoffizielle Legitimation.

Der Artikel beschreibt, wie und durch welche Akteure sich dieser Mythos einer bolschewistischen Einmischung entwickelte. Er verweist auf die zentrale Rolle, die der französische Militärattaché in Bern, Gaston Pageot, und der französische Publizist russischer Herkunft Serge Persky bei seiner Konstruktion spielten, indem sie apokryphe Dokumente verbreiteten. Der Artikel unterstreicht schliesslich die einigende Rolle dieses Mythos in einer bis dahin durch ihre gegensätzlichen Sympathien für die kriegführenden Mächte gespaltenen schweizerischen öffentlichen Meinung sowie seine mobilisierende Wirkung. Dieser Mythos mit seiner verschwörungstheoretischen Rhetorik wurde während der Zwischenkriegszeit zum Dreh- und Angelpunkt eines offiziellen Antikommunismus, der zur Aufrechterhaltung der Isolierung Sowjetrusslands auf internationaler Ebene beitrug und innenpolitisch im Ausschluss kommunistischer Organisationen aus dem politischen Leben mündete.

(Übersetzung : Adrian Zimmermann)